

Vers la renaissance industrielle française
Retranscription de la conférence du 18 janvier 2024 à l'Institut
de France (Paris) Colloque Organic Cities

Anais Voy-Gillis

2024-01-18

Table des matières

La désindustrialisation Française	3
Réindustrialiser : pourquoi et comment ?	5
Souveraineté et soutenabilité	7
Un projet politique pour un projet de société	8
Un enjeux de planification à long terme	8

Cela ne vous aura pas échappé que l'industrie est revenue au cœur du débat public depuis mars 2020. Nous en avons parlé avant, en 2008, 2009, avec les états généraux de l'industrie, sur la période 2012-2014, avec le ministère du redressement productif dont [M. Montebourg parlera](#). Mais il y a eu une prise de conscience collective, en 2020, à la faveur de la pandémie, que nous étions dans une situation de dépendance sur le plan industriel et sur le plan numérique, en France. Et cette question de l'indépendance, de la souveraineté, elle se maintient dans le débat politique et public à la faveur d'événements géopolitiques, qui illustrent la complexité du monde. Alors que dans les années 90, nous avions la théorie sur la fin de l'histoire, la croyance qu'il n'y aurait plus de conflits, notamment dans le monde occidental, nous nous rendons compte que nous sommes dans une situation où toutes les nations ont envie de renforcer leur base industrielle, à la fois pour des questions d'indépendance, de souveraineté, mais aussi de création d'emplois, de pouvoir d'achat des classes moyennes. Et ça, c'est toute la politique de Biden.

Quand je dis le monde entier, c'est vraiment important d'en prendre conscience, c'est-à-dire que d'un point de vue franco-français, on se dit nous nous, nous souhaitons réindustrialiser. Peut-être avons-nous le sentiment d'être le seul pays à vouloir le faire. Ce qui est une réalité, c'est que la France est l'un des pays les plus désindustrialisés de l'Union européenne et de la zone euro. Donc, elle est bien dans une politique de réindustrialisation quand d'autres pays en Europe seraient dans une politique de consolidation de la base industrielle. Et c'est particulièrement important de les garder en tête à l'échelon européen.

Nous souffrons très fortement d'un déficit de coopération. Quand vous avez 27 pays qui décident d'avoir une politique de réindustrialisation, de renforcement de leur base industrielle, sans coordination des politiques publiques, sans vision européenne de ce que vous voulez construire, vous risquez d'arriver dans un phénomène de surcapacité de production industrielle. On sait que dans certains domaines, nous bénéficions déjà d'une forte capacité de production européenne. Quand vous regardez tout ce qui se passe sur les *gigafactories*, par exemple, on peut craindre que, demain, il y ait trop de capacité de production en Europe. Comme nous sommes dans un continent qui ne maîtrise pas la gestion des rapports de force, qui n'est donc pas capable de les rééquilibrer pour des questions sociales, environnementales, etc. On peut craindre que cette surcapacité européenne et aussi mondiale, se fasse dans un détricotage de ce que nous aurons reconstruit au nom du

réarmement industriel de l'Europe.

La désindustrialisation Française

Quand on parle de l'industrie en France, on parle de réindustrialisation. C'est parce que nous avons connu une vague de désindustrialisation.

La désindustrialisation, qu'est ce que c'est ? C'est le fait d'avoir un rétrécissement du poids de l'industrie dans le PIB et la destruction d'emplois industriels. On peut la considérer à l'échelle d'un territoire, d'un pays ou d'un continent, si on le souhaite. Et dans la désindustrialisation, l'on retrouve trois phénomènes qu'il est intéressant de comprendre, parce qu'ils n'ont pas tous exactement la même logique.

Le premier, c'est l'externalisation de certaines tâches qui étaient précédemment concentrées dans l'industrie. C'est-à-dire que quand les grands groupes industriels ont décidé de se repositionner sur leurs activités de cœur de métier, ils ont poussé à l'extérieur de leur mur un certain nombre d'activités. Il y a donc des activités industrielles qui restent considérées comme telles. Il y a aussi un certain nombre d'activités de services, tout ce qui va toucher la maintenance, le nettoyage, la restauration, le gardiennage, les activités de bureaux d'études, qui avant étaient au sein de ces activités industrielles, donc captées comme de l'emploi industriel et de la valeur ajoutée industrielle qui, aujourd'hui, sont décomptées comme des métiers de service, mais cela reste des services dépendants de l'industrie.

L'autre chose que nous avons pu observer dans ces mouvements d'industrialisation, c'est la délocalisation d'activités. Et quand on a délocalisé des activités, on a délocalisé l'emploi, on a détricoté les écosystèmes productifs nationaux, mais on a aussi délocalisé une partie de notre responsabilité environnementale. C'est-à-dire que si vous considérez l'empreinte territoriale de la France, vous allez voir que ses émissions carbone diminuent sur la période 1990-2022, mais que son empreinte carbone augmente puisque nous importons des activités qui sont souvent énergivores, consommatrices et émettrices de CO₂, mais également parce qu'elles sont produites dans des conditions environnementales et sociales moins disantes que ce que l'on fait sur le territoire français ou le territoire européen.

Et il y a une dernière dynamique qui concerne la désindustrialisation, c'est

tout ce qui va être gain de productivité, largement associé à la destruction d'emplois industriels. Cette vague de désindustrialisation a commencé dans les années 80, il s'agit donc d'un réel mouvement de fond avec une accélération à la fin des années 90 sur la période des années 2000. Fin des années 90, des discours émergent sur la société post-industrielle, comme ceux de Serge Tchuruk à propos de l'entreprise sans usine. Nous avons projeté le mythe d'une société post-industrielle en se disant qu'un pays comme la France, une économie mature, pouvait se positionner sur les tâches en amont et en aval de la production. La production était donc réputée moins créatrice de valeur et nous l'avons poussée d'abord en périphérie de la France, donc plutôt vers les pays d'Europe de l'Est, puis en périphérie de l'Europe, donc, en Asie.

Ce que nous avons sous-estimé là-dedans, c'était la richesse de la proximité entre lieu de production et lieu d'innovation. Et donc aujourd'hui, même si nous restons un pays qui est capable d'innover, la réalité c'est que dans toutes les technologies qui sont clés pour la transition écologique, ce n'est ni la France ni l'Europe qui sont dans une position de leader.

Batterie pour véhicule électrique, panneaux photovoltaïques, éoliennes, hydrogène, nous pourrions citer beaucoup d'autres sujets, et même des sujets qui ont fait notre richesse comme la santé... Nous sommes, aujourd'hui, en déprise. Parce qu'en perdant les usines, nous avons aussi perdu cette capacité à innover, cette volonté de mettre notre outil industriel au service de la société.

On voit par ailleurs, dans le léger rebond industriel que l'on observe depuis quelques mois, que là où l'activité industrielle se fait, n'est pas là où l'activité industrielle s'est défaite. C'est ce que disait David Miet en introduction (lien manquant) c'est-à-dire que vous avez l'Ouest de la France qui est plutôt dans une dynamique positive en raison des spécialités sectorielles, c'est-à-dire l'aéronautique, le naval, l'agroalimentaire. Quand l'Est de la France, qui reste encore très fortement dépendant de secteurs qui sont aujourd'hui en déprise, notamment l'automobile, continue à connaître des destructions d'emplois industriels. Je vous renvoie au cas, finalement très récent, des fonderies, par exemple, qui sont des sous-traitants de l'automobile, qui ont très fortement souffert et qui vont continuer à souffrir du passage du véhicule thermique au véhicule électrique.

Réindustrialiser : pourquoi et comment ?

Vous allez me demander, mais finalement, quel est l'intérêt de réindustrialiser ? Puisque nous avons désindustrialisé, que l'on nous a promu la société post-industrielle, cela avait peut-être des vertus, notamment pour un certain nombre de personnes qui ne sont pas, comme moi, des adorateurs des usines, quelle que soit leur forme, quelle que soit leur couleur. Et j'ai envie de vous dire, peu importe ce qu'elles émettent, on peut toujours trouver des solutions si on y met un peu d'intelligence. On veut bien consommer très largement, mais on ne veut pas avoir d'usines à proximité. Et derrière cela, c'est peut-être la question de la représentation que nous avons de l'usine.

Quand vous tapez « usine » ou « industrie » sur votre téléphone pour obtenir un émoticône, vous allez voir une représentation d'une grosse boîte qui fume. Il y a encore des usines qui sont comme ça, et j'ai envie de vous dire, heureusement, parce que ces usines sont le fondement de toutes les autres industries. Il n'y aurait pas tout ce qui nous entoure si nous ne savions pas produire de l'aluminium, de l'acier, ni faire de la chimie sur notre territoire. Vouloir faire la chasse à l'industrie lourde, parce que certains les considèrent comme des industries du passé, est une erreur fondamentale, parce que sans industrie lourde, nous n'avons pas d'intrants et nous ne pouvons pas avoir d'autres industries. Donc l'enjeu est de transformer ces industries. J'y reviendrai.

L'industrie est extrêmement diffuse. Vous connaissez tous Airbus, Michelin, Safran, Sanofi pour ses réussites pendant le COVID, mais vous connaissez un petit peu moins l'ensemble de leurs sous-traitants. A Paris, il y a assez peu d'industries. En région parisienne, il y en a beaucoup. Il y a de nombreuses usines devant lesquelles on passe, sans les voir. Dans toute la France, existent des activités industrielles. Vous passez devant sans même savoir ce que c'est. L'industrie est un peu partout. Et comme elle est un peu partout, elle n'est pas aussi problématique qu'on voudrait le dire. Tout le monde n'a pas un site Seveso devant chez lui. Et les sites Seveso, même s'il y en aura encore, ne sont pas la majorité des sites qui seront mis en avant dans le cadre d'une politique de réindustrialisation. Il faut donc casser l'image de ce qu'est l'industrie, se dire qu'elle est très diverse, qu'elle est implantée partout.

Il y a une usine qui s'est créée très récemment en Île-de-France. Je vous invite à regarder ce qu'elle fait : Core Wave qui fait des solutions médicales. Il s'agit d'une usine qui est dans une zone à forte concentration urbaine. Et d'ailleurs, dans la réindustrialisation, au regard de la plus forte automati-

sation des sites industriels, de l'évolution de la structure des compétences, il est possible de se dire que naturellement, l'industrie pourrait être plus attirée par des métropoles dans ce souci de l'accès aux compétences. Et paradoxalement, l'industrie, parce qu'elle a besoin de place et d'un foncier peu cher, pourrait également se trouver dans des zones à faible densité urbaine. Il y a là un équilibre à trouver. Et derrière cet équilibre, c'est la question de l'aménagement du territoire, la question des infrastructures, la question du logement, de l'accès aux ressources et bien d'autres sujets.

Mais si j'en reviens à pourquoi réindustrialiser, il y a quatre sujets fondamentaux.

D'abord, la souveraineté. Alors, bien entendu, la souveraineté, cela renvoie à la question des métiers et biens considérés comme « essentiels ». Je vous renvoie aux 50 études réalisées en France, promouvant 50 listes d'actifs différents. Nous avons mis deux ans à faire une liste sur le médicament et je sais que la Direction Générale des Entreprises s'est beaucoup investie pour en arriver à cette liste. Mais aujourd'hui, si je vous interroge sur ce qu'est un bien essentiel, vous allez voir que ce n'est pas simple.

C'est un sujet très intéressant parce qu'à l'heure du réchauffement climatique, ce qu'il est essentiel de produire et ce à quoi il faut renoncer pour des questions climatiques nous promet de beaux débats de société.

La deuxième chose, c'est la question de la cohésion sociale et territoriale. L'industrie crée des emplois directs, génère des emplois indirects chez ses sous-traitants, des sous-traitants dans l'industrie ou dans les services. Et elle impacte également tous les emplois induits qui vont être liés à la consommation et à la fiscalité de ces emplois. Alors, il y a un ratio qui considère qu'un emploi direct dans l'industrie revient à trois emplois indirects. Ce ratio n'est pas totalement juste, mais cela indique la capacité d'entraînement de l'industrie plus forte que pour d'autres activités, ainsi que la capacité de l'industrie à s'implanter partout.

Et surtout, il y a un autre point qui est intéressant dans l'industrie, c'est que, dans une usine, vous avez plus que dans n'importe quelle autre activité, une diversité de profils, d'histoires et de parcours. Au sein d'une même industrie, vous avez des gens qui n'ont pas de diplôme, des gens qui sont très diplômés et tous ces gens travaillent ensemble, concourent chaque jour à atteindre les objectifs de l'entreprise. Quand vous êtes dans une activité de service, que ce

soit des bureaux d'études, les métiers bancaires, les sociétés de conseil, vous n'avez pas cette diversité d'origine de parcours. L'industrie est une mini représentation de la société et c'est quelque chose qui peut participer à un dialogue social intelligent et ainsi, à réduire certaines fractures.

La troisième chose, c'est l'environnement. L'industrie apparaît comme totalement antinomique avec l'environnement. Pourtant, cela est faux. Quand vous relocalisez la production en France, vous contribuez à faire baisser les émissions mondiales. Ce n'est pas moi qui le dis, c'est une [étude de l'INSEE](#) qui a été rendue en octobre 2023, en grande partie, car le mix énergétique et les normes environnementales françaises sont mieux disantes qu'ailleurs.

Souveraineté et soutenabilité

Mais une fois que nous avons dit ça, cela n'exonère pas d'une réflexion sur la finalité des produits et je vous renvoie à la question de la définition d'un bien essentiel. Est ce qu'à l'heure du réchauffement climatique, nous devons continuer à produire tous les produits tel que nous le faisons aujourd'hui ?

Quand on parle de réindustrialisation, se pose cette question de soutenir des activités qui ne seraient pas compatibles avec nos objectifs environnementaux. La question du carbone prend une grande partie de notre attention, mais il faut également penser la question de la biodiversité, la question de la pollution microplastique, la question de la gestion des ressources en eau, la question de la gestion des matières premières. Je sais que certains me diront qu'il suffit de recycler et de réemployer. Oui, il faut recycler. Oui, il faut réemployer. Mais si vous n'arrivez pas à des taux de recyclage dans un nouveau bien à hauteur de 95%, alors vous continuerez toujours à consommer autant de matières premières vierges et donc vous ne résoudrez pas le modèle. Derrière la question de la réindustrialisation se pose la question de la souveraineté et derrière la question de la souveraineté, c'est la question de la soutenabilité du modèle économique des entreprises à l'heure du réchauffement climatique qui se joue. C'est un véritable casse-tête, un casse-tête pour les entreprises, un casse-tête de société parce que derrière, ce sont des questions d'emploi, des questions de vie. Comment réussir collectivement le pari de la transition ?

Un projet politique pour un projet de société

Le dernier sujet est celui de la soutenabilité de notre modèle social. Une connaissance me disait que si nous n'avions plus d'industrie, nous n'aurions pas de débat sur les retraites. Il n'est pas possible de réduire l'industrie à un sujet technique. Et le problème, c'est qu'aujourd'hui, nous avons des politiques qui sont des technocrates.

Bien entendu, il y a une dimension extrêmement technique quand vous parlez d'industrie. Mais l'industrie, fondamentalement, à l'heure du réchauffement climatique, nous confronte au projet de société que nous souhaitons construire.

L'industrie est revenue dans le débat public et politique avec la loi Industrie verte., le projet France 2030. Nous proposons des mesures techniques pour un sujet éminemment politique, qui nécessite une vision politique. Or, le politique aujourd'hui ne pose pas cette question de la place de l'industrie et de sa mise au service d'un certain projet de société. En France, nous sommes pourtant bien placés pour le savoir. Nous serions capables de chauffer Bercy pendant des années, rien qu'en brûlant tous les rapports sur le sujet, écrits depuis 50 ans. Nous avons toutes les réponses techniques. Mais une réponse technique n'a pas d'avenir s'il n'y a pas un discours politique pour la mettre en œuvre et la porter. Et derrière cette vision, c'est une approche systémique des enjeux qui se joue. Car lorsque l'on vous parle de l'automobile et de véhicules électriques, le vrai sujet n'est pas le véhicule électrique mais la mobilité. Et derrière, il y a des questions de politique industrielle. Comment faire travailler, demain, des sous-traitants qui étaient spécialisés dans l'automobile sur des sujets de nouvelle mobilité, donc liés au ferroviaire, au bus, au vélo ? Cela est d'autant plus difficile que nous avons une organisation, administrative notamment mais pas que, silotée. Chaque service — notamment de la DGE —, chaque métier est spécialisé. C'est dommage parce qu'une vision systémique serait pourtant la clé pour nous permettre de prioriser les enjeux parce que l'optimum de chacun ne fera pas l'optimum collectif.

Un enjeux de planification à long terme

Pour aborder la transition, il est nécessaire de faire cette priorisation qui est, somme toute, une politique d'aménagement du territoire.

Évidemment, il n'est pas possible de placer une usine n'importe où, cela ne

plairait pas à la DREAL et ne serait pas conforme au ZAN, et cela implique des tensions sur les ressources locales, d'accès aux matières, d'accès à l'eau, d'accès à l'énergie, d'accès à des compétences, d'accès à des infrastructures. Si vous n'avez pas un raisonnement sur l'aménagement du territoire, vous allez avoir des phénomènes de concentration à certains endroits parce que ces derniers regroupent compétences et ressources. Cela implique alors des enjeux accrus d'exposition au risque. À l'inverse, il y aura d'autres territoires qui vont être dans un grand vide parce qu'ils n'auront pas fait l'objet de politique de développement. Le temps politique conduit, aujourd'hui, beaucoup de nos élus à courir après l'élection, alors que l'industrie, les usines et la lutte contre le réchauffement climatique nous obligent à penser le temps long. Il y a une réelle opposition entre la responsabilité court terme et la responsabilité de long terme. Il ne vous aura pas échappé que tous ceux qui nous gouvernent, sans faire du jeunisme, ne seront plus vraiment là en 2050, ou en tout cas, seront alors incapables d'être responsables de quoi que ce soit.

Il est donc nécessaire de poser la question de la planification, en la sortant du temps politique. Peut-être faut-il créer finalement une inscription dans la constitution ? L'objectif de sortir des énergies fossiles m'amuse car évidemment j'y suis favorable, mais il suffit de regarder la manière dont nous sommes tous habillés, nous sommes vêtus à 70% d'énergies fossiles. Tout ce qui nous entoure est lié aux énergies fossiles et derrière, il y a des questions d'emploi.

Pour véritablement sortir des énergies fossiles à l'horizon 2050, il nous faut, mois par mois, une idée très précise du chemin et des objectifs à suivre, sinon, cela restera peine perdue. Je suis passionnée par l'industrie, je pense que nous pourrions mettre des usines dans presque tous les villages, en remplacement d'un clocher. C'est un enjeu majeur parce qu'il s'agit d'un sujet de société, d'aménagement du territoire. Il est nécessaire que nous nous saisissions collectivement du débat. L'industrie n'est pas un sujet d'industriel, elle n'est pas qu'un sujet de politique, elle est un sujet de société et nous avons besoin que le plus grand nombre travaille sur les récits de transformation et agisse pour construire le monde auquel nous aspirons.